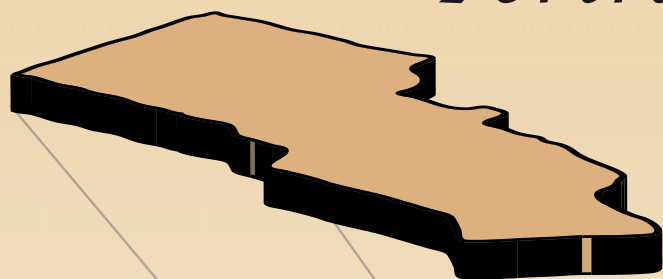


Portrait agroalimentaire de la MRC de La Mitis



La région du Bas-Saint-Laurent

Située sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, la région du Bas-Saint-Laurent occupe un vaste territoire de 22 185 km² qui se déploie entre La Pocatière et Les Méchins, borné au nord par le fleuve et au sud par les frontières du Nouveau-Brunswick et du Maine. Les 118 municipalités qui la composent sont regroupées dans 8 municipalités régionales de comtés (MRC). Cette région, qui fait le bonheur de nombre de touristes, s'appuie sur une économie diversifiée dont les secteurs primaires demeurent les piliers.

L'industrie agroalimentaire, qui comprend les secteurs de l'agriculture, de la transformation, du commerce de gros et de détail ainsi que de la restauration, est un important levier économique pour la région. Les 4 567 entreprises qui y sont rattachées contribuent pour 9 % du PIB régional et à plus de 20 % des emplois totaux de la région. L'agriculture, avec ses 2 173 exploitations, demeure le principal secteur de cette industrie.

L'importance de l'industrie agroalimentaire dans le Bas-Saint-Laurent en terme de chiffres d'affaires, d'investissements et d'emplois en fait un moteur du développement économique et un support du milieu rural.



L'agroalimentaire de la MRC en 2007

La MRC La Mitis, ceinturée par les MRC Rimouski-Neigette, Matane et La Matapédia, occupe un territoire de 230 377 hectares dont 38 % sont occupés par la zone agricole. On compte 19 535 personnes au sein de 16 municipalités et 2 territoires non organisés.

L'agroalimentaire constitue l'une des bases importantes du développement économique de la MRC. On y dénombre au total 432 établissements des secteurs agricole, de la transformation, de la distribution, du commerce et de la restauration qui génèrent environ 2 300 emplois. L'agriculture avec 274 entreprises agricoles implique directement 887 personnes.

Des investissements importants sont réalisés chaque année dans l'un ou l'autre de ces secteurs, favorisant ainsi l'économie régionale en termes d'emploi et de richesse collective. Enfin, l'agriculture contribue d'une façon importante à la pérennité des communautés locales qui sont essentiellement rurales.

Les statistiques présentées dans ce portrait, proviennent des banques de données du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et de ses organismes. Toute comparaison avec celles obtenues d'autres sources doit être faite avec réserve.

Agriculture

Ressources biophysiques

La saison de croissance des plantes se situe entre 159 et 173 jours et la période sans gel est de 80 à 125 jours. Les précipitations sont de 898 mm en moyenne. Ces données minimales et maximales sont variables selon l'altitude qui diffère de quelques mètres à 400 mètres¹.

Les loams sablonneux et argileux ainsi que des sables sont prédominants sur le territoire. Sur la bande côtière, on retrouve les meilleurs sols agricoles ainsi que les plus fortes concentrations urbaines. Sur les hautes terres, là où le relief est plus accidenté, les sols sont moins profonds et demandent plus d'épierrement. Près de 62 % des sols sont classés 1 à 3, soit des sols de terre de bonne qualité qui offrent de bonnes possibilités culturales².

Agroenvironnement³

Depuis plusieurs années, les entreprises agricoles du territoire se sont investies d'une façon importante en agroenvironnement afin d'assurer une bonne protection du milieu respectueuse de l'environnement. De 1997 à 2007, 104 entreprises ont amélioré la gestion de leur fumier en construisant des ouvrages d'entreposage étanche. Des investissements de l'ordre de 8,8 millions ont été ainsi réalisés. Plusieurs autres ont réalisé des travaux pour l'implantation de haies brise-vent, le retrait des animaux des cours d'eau et l'aménagement de bandes riveraines.

De plus, 117 entreprises ont adhéré à un club-conseils en agroenvironnement et plusieurs autres obtiennent des services-conseils de coopératives, de meuneries et de consultants privés. Ces fermes assurent une gestion serrée des fertilisants et mettent en place des bonnes pratiques agricoles à l'aide de plans agroenvironnementaux de fertilisation (PAEF). Les interventions effectuées sont le travail réduit du sol, une meilleure rotation des cultures, la protection des bandes riveraines, le retrait des animaux des cours d'eau par l'aménagement de sites d'abreuvement et l'achat de rampes d'épandage de lisier pour réduire les odeurs.

Portrait économique

Les productions animales prédominent dans la MRC puisqu'elles produisent 81 % des recettes totales.

¹ Atlas agroclimatique du Québec méridional, MAPAQ, 1982

² Carte d'utilisation des terres des comtés de Rimouski, Matane et Matapédia de Dubé et Mailloux

³ Un bilan des interventions en agroenvironnement 2000-2005 a été publié en 2006.

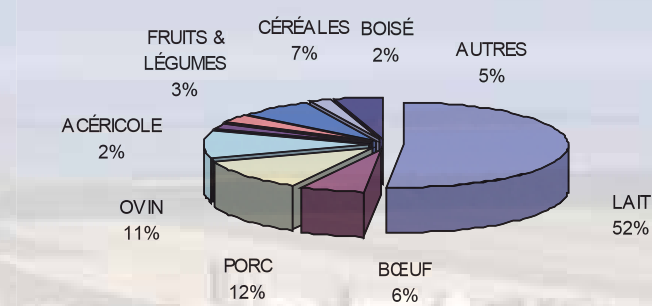
La production laitière demeure la plus importante suivie des productions porcine, ovine et bovine. En 2007, malgré une diminution de près de 8 % du nombre de fermes, on remarquait une augmentation de 48 % des recettes par entreprise agricole par rapport à l'année 1997. La grande majorité des fermes sont des entreprises familiales propriétaires de leurs terres, bâtiments, cheptel, machineries et équipements agricoles.

Portrait économique du secteur agricole

Nombre entreprises	Recettes totales (\$)	Estimé actif total (\$)	Taxes municipales (\$)
274	47,4 millions	221 millions	668 659

Source : MAPAQ 2007

Répartition des recettes déclarées selon le type de production



Emplois et relève

Les 274 entreprises agricoles enregistrées sont gérées par 427 propriétaires, dont 119 sont des femmes. Ces propriétaires sont appuyés par une main-d'œuvre familiale de plus de 240 personnes. Ces fermes embauchent 32 personnes à temps complet et accordent un travail à temps partiel et saisonnier à 188 autres. L'agriculture de la MRC La Mitis crée donc 887 emplois directs. De plus, on retrouve une quarantaine d'entreprises qui gravitent autour des fermes et qui emploient environ 130 personnes.

En 2007, 48 entreprises déclaraient avoir de la relève, 80 % sont des hommes et 20 % des femmes dont 42 % détiennent des diplômes de formation spécialisée en agriculture. Plusieurs jeunes tirent parti de la proximité d'un centre de formation professionnelle agricole à Mont-Joli pour développer leur expertise, notamment en mécanique agricole.

Productions animales

Production laitière

Cette production représente 40 % des fermes de la MRC et génère 24,4 M\$, soit plus de la moitié des recettes totales. Depuis les dix dernières années, elle a vu son nombre d'entreprises diminuer de 28 %, tout en augmentant le contingent total détenu (quota) de 15 %. Actuellement, la ferme laitière moyenne a 43 vaches avec un quota de 32,4 kg de matières grasses par jour.

Production bovine

Le nombre d'entreprises vaches-veaux a augmenté de 20 % et le cheptel de 78 % depuis 1997. Le nombre de producteurs est cependant demeuré le même depuis 2004 tandis que le nombre de vaches a sensiblement augmenté de 17 %. Seulement 13 % des veaux sont semi-finis (350-450 kg) et environ 8 % se rendent au stade finition (550-650 kg). Ce secteur s'est donc consolidé de 2004 à 2007, malgré une conjoncture économique très difficile.

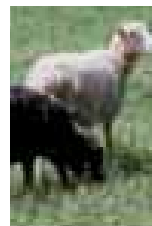
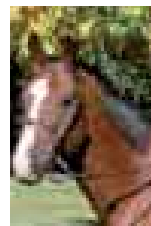
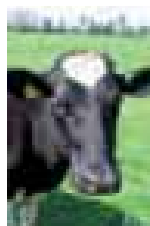
Production porcine

Le nombre de truies a augmenté de 198 % de 1997 à 2007, passant de 141 à 502 truies par entreprise. Il en va de même pour les porcs d'engraissement qui a connu une croissance de 198 % avec des entreprises moyennes qui sont passées de 907 à 1 901 places-porcs.

Toutefois, depuis le début des années 2000, on note une certaine stagnation. L'acceptabilité sociale, la conjoncture internationale, les faibles prix, les maladies et un moratoire sur le développement de nouveaux établissements de 2002 à 2006 sont, en bonne partie, responsables de ces résultats.

Production ovine

De 1997 à 2007, la production ovine a connu une progression importante tant du point de vue du nombre de producteurs que du cheptel. Cependant, elle est en stagnation depuis trois ans. Cette période de ralentissement et de consolidation des entreprises est attribuable à un climat d'incertitude face aux changements engendrés par la mise en marché provinciale des agneaux lourds, les prix de vente plutôt stables et une augmentation du coût de production.



Évolution du nombre de déclarants et d'unités de productions animales de 1997 à 2007

Productions	Nombre d'unités	1997	2004	2007	Évolution %
Laitière	Entreprises	152	118	104	- 32
	Quota(kg /jour)	3 102	3 443	3 560	+ 15
Bovine	Entreprises	55	66	66	+ 20
	Vaches	1 703	2 584	3 023	+ 78
	Entreprises	22	23	22	0
	Bouvillons (semi-finition)	774	1 071	454	-41
	Entreprises	8	8	9	+13
	Bouvillons (finition)	238	234	320	+34
Porcine	Entreprises	6	6	5	- 17
	Truies	843	1 859	2 510	+ 198
	Entreprises	3	3	4	+ 33
	Places-porcelets	3 362	4 063	1 590	- 53
	Entreprises	11	13	14	+ 27
	Places-porcs	9 981	26 853	26 612	+ 167
Ovine	Entreprises	51	67	62	+ 22
	Brebis	10 880	19 668	20 319	+ 87
Veaux de grains	Entreprises	4	2	0	
	Veaux	105	n/d	0	
Chevaline	Entreprises	29	17	37	+ 28
	Chevaux	93	62	71	- 24
Avicole	Entreprises	14	4	5	- 64
Piscicole	Entreprises	3	2	1	- 67
Apicole	Entreprises	9	5	4	- 56
Cunicole	Entreprises	0	0	0	0
Grands gibiers	Entreprises	4	3	1	- 75

Source : Fiches d'enregistrement, MAPAQ

n/d : Afin de conserver la confidentialité des données, le nombre d'unités de production n'est pas indiqué lorsque les exploitants sont inférieures à 3.

Autres productions animales

En apiculture, bien qu'il n'y ait plus que 4 apiculteurs, cette production a triplé depuis 3 ans. On comptait 986 ruches en 2007. Il y a eu spécialisation et les apiculteurs transforment davantage leur miel.

La disparition de la production du veau de grain dans la MRC est attribuable principalement à des problèmes de mise en marché.

Productions végétales

Production acéricole

De 1997 à 2007, le nombre d'entailles a doublé passant de 88 500 à 196 625. L'entreprise moyenne se situe maintenant à un peu moins de 6 000 entailles. La production est vendue majoritairement sous forme de sirop en vrac.

On note une légère diminution de la production au cours des trois dernières années, sans doute reliée à l'application d'un système de contingentement et aux nouvelles exigences de mise en marché.

Productions fruitière, maraîchère et de la pomme de terre

La production de pommes de terre a connu une forte baisse du nombre d'entreprises (75 %), mais les superficies totales cultivées ont progressé de 21 %.

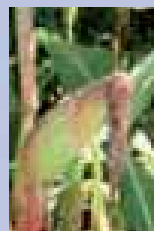
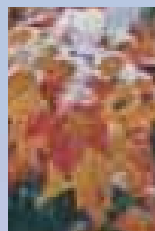
En ce qui concerne la production de fraises, les superficies en culture ont diminuées au cours des trois dernières années suite au retrait de trois importants producteurs. Les superficies de framboises ont également connu une baisse notable de 26 %.

Bien que le nombre de producteurs maraîchers ait diminué de 2004-2007 les superficies cultivées se sont maintenues. Quelques entreprises horticoles biologiques se sont cependant établies et produisent des légumes sur de petites superficies. La production de fines herbes occupe une place importante grâce à sa transformation.

Productions fourragère et céréalière

En 2007, la superficie totale en céréales et protéagineux était de 5 893 hectares, soit une diminution de 20 % depuis 2004.

Depuis les dix dernières années les superficies ensemencées d'avoine 871 hectares, de blé 58 hectares et de céréales mélangées 131 hectares ont connu des baisses marquées soit respectivement de 68 %, 98 % et 96 %. Toutefois, les superficies d'orge ont augmenté de 77 % et sont passées de 2 711 hectares à 4 804. L'orge a elle seule représente 81 % de toutes les superficies ensemencées en céréales et protéagineux et sert essentiellement à l'alimentation du bétail.



De 1997 à 2007, les superficies en fourrage ont très peu augmenté soit; 18 527 hectares à 19 404 hectares. Les rendements se sont toutefois améliorés et plusieurs entreprises font deux coupes de fourrages de qualité et quelquefois trois. On observe une diminution importante (58 %) des superficies en pâturage. En effet, celles-ci sont passées de 3 868 hectares en 1997 à 1 634 en 2007. Les pratiques d'élevage font que l'on garde de plus en plus les animaux à l'intérieur des bâtiments d'élevage. Quant à la mise en culture du maïs fourrager récolté en ensilage, elle demeure marginale.

Évolution du nombre de déclarants et d'unités de productions végétales de 1997 à 2007

Productions	Nombre d'unités	1997	2004	2007	Évolution %
Acéricole	Entreprises	35	27	33	- 6
	Entailles	88 500	198 650	196 625	+ 122
Pommes de terre	Entreprises	12	9	3	- 75
	Hectares	71	155	86	+ 21
Fruitière (fraises)	Entreprises	4	8	5	+ 25
	Hectares	7	26	13,2	+ 89
Fruitière (framboises)	Entreprises	7	8	8	+ 14
	Hectares	6	10	7,4	+ 23
Fruitière (pommiers)	Entreprises	1	2	4	+ 300
	Unité	n/d	n/d	2,7	n/d
Fruitière (bleuets nains et de corymbe)	Entreprises	0	3	3	*
	Hectares	0	1,78	1,8	*
Maraîchère	Entreprises	7	5	5	- 29
	Hectares	185,4	11,5	11,8	- 936
Cultures abritées	Entreprises	2	2	2	0
	Mètres carrés	n/d	n/d	1 711	n/d

Source : Fiches d'enregistrement, MAPAQ

* Apparition de nouvelles entreprises et d'unités de production

n/d : Afin de conserver la confidentialité des données, le nombre d'unités de

Généralement, avant d'être vendus aux consommateurs, les produits des exploitations agricoles sont acheminés vers d'autres maillons de l'industrie agroalimentaire afin d'y être conditionnés, transformés et distribués. Ces secteurs, en aval de l'agriculture, forment avec elle un tout indissociable à la réussite et à la vitalité de l'industrie.

Transformation

La transformation alimentaire est peu développée dans la MRC La Mitis par rapport à celle réalisée à Rimouski. On dénombre néanmoins une minoterie, quatre entreprises de découpe de viande et trois autres établissements qui transforment divers produits. Il faut surtout noter la présence à Luceville du seul abattoir multi-espèces sous inspection fédérale de la région.

On évalue à près de 50 le nombre d'emplois reliés à ce secteur.

Commerce de gros

On retrouve cinq établissements qui font essentiellement de la distribution et de l'entreposage de produits. Ces entreprises emploient un peu moins de 10 personnes.

Commerce de détail

La MRC est bien pourvue en commerce de détail avec ses 47 établissements qui sont en grande partie des dépanneurs et des épiceries-boucheries. Selon notre estimation, l'ensemble des commerces fournissent des emplois à près de 550 personnes.

La Mitis est le berceau de l'entreprise d'alimentation Les supermarchés GP, l'un des plus importants employeurs de la région. Avec ses 14 établissements dans la province, dont 6 sont situés dans le Bas-Saint-Laurent, Les Supermarchés GP inc. est la plus grande chaîne d'alimentation indépendante au Québec. L'entreprise s'approvisionne d'une façon importante chez les entreprises locales et régionales, engendrant ainsi des impacts importants sur l'agroalimentaire et l'économie du Bas-Saint-Laurent.

Restauration

Les 66 établissements dénombrés sont bien répartis sur le territoire. Il s'agit principalement de restaurants (33) et aussi de casse-croûte (21). On retrouve quelques restaurants et gîtes de grande qualité très appréciés par les touristes et visiteurs.

Le nombre d'emplois rattachés à ces établissements est évalué à près de 670.

Évolution du nombre d'établissements de 2004 à 2007

Secteur	Nombre d'entreprises		Évolution %
	2004	2007	
Agricole	287	274	- 5
Transformation	13	10	- 23
Commerce de gros	10	5	- 50
Commerce de détail	52	47	- 10
Restauration	62	66	6

Source : MAPAQ et CQIASA, 2007

Sécurité alimentaire

À l'échelle provinciale, le Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale (CQIASA) assure la sécurité et l'innocuité des aliments. En plus d'inspecter et d'informer les établissements agricoles et alimentaires, son personnel joue un rôle majeur dans la traçabilité des aliments.

Le système québécois d'identification et de traçabilité assure le suivi sanitaire d'animaux destinés à la consommation. Ce système permet de circonscrire, dans les meilleurs délais, la maladie ou les problèmes sanitaires en identifiant rapidement les sites touchés et en évitant la propagation à d'autres sites. Jusqu'à maintenant, il a été implanté de la ferme à l'abattoir, chez les bovins, les ovins et les cervidés. Au cours des prochaines années, d'autres productions s'engageront dans le système de traçabilité.



Tendances et potentiels de développement

Secteur agricole

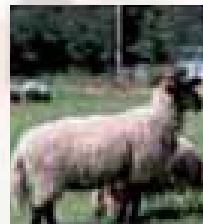
En production laitière, la consolidation des entreprises existantes devrait se poursuivre. Bien que la Fédération des producteurs laitiers du Québec ait mis en place un mécanisme qui permet de réduire progressivement le prix du contingentement laitier, celui-ci demeure élevé. L'augmentation de la capitalisation des dernières années a été accompagnée d'une forte augmentation de l'endettement. Quelques entreprises n'ayant pas de relève pourraient être tentées de vendre leurs actifs face à leurs responsabilités financières et sous la pression des exigences environnementales.

Les exploitations en production bovine, pour obtenir un meilleur revenu, devront s'orienter davantage vers des élevages de type naisseur-finiisseur et finition et produire des animaux plus différenciés. On n'entrevoit pas d'accroissement de la production porcine, compte tenu des exigences agroenvironnementales, des difficultés d'acceptabilité sociale, de la forte compétitivité mondiale et des bas prix actuels.

Le secteur ovin devrait être stable en nombre de producteurs. Quant au cheptel ovin, il devrait peu augmenter. Les entreprises devront continuer d'améliorer leurs techniques d'élevage pour augmenter leur productivité afin d'être en mesure de rencontrer les nouvelles exigences de la mise en marché provinciale dans l'agneau de lait et léger, celles des consommateurs pour un produit de qualité et des modifications potentielles des programmes de support aux revenus agricoles.

Dans le contexte actuel de contingentement, le nombre d'entreprises acéricoles devrait demeurer stable, la consolidation de celles-ci se pourrira.

Les productions maraîchère et fruitière devraient connaître une légère augmentation du nombre d'entreprises. La production biologique représente un bon potentiel face à une demande toujours grandissante des consommateurs.



Le développement des cultures céréalières se fera presque au même rythme que celui des principales productions animales (lait, bœuf et ovin). Majoritairement consommé à la ferme, une partie des volumes de grain est transformé en moulué dans la meunerie locale, ou ailleurs en région. La culture de céréales sans herbicides est intéressante à explorer en s'inspirant de la région Centre-du-Québec où se produisent actuellement des grains santé.

Le développement d'une production de foin de commerce destinée à l'exportation, aux États-Unis ou dans les autres régions du Québec, représente un potentiel intéressant pour plusieurs entreprises agricoles.

Afin de pallier aux problèmes de main-d'œuvre rencontrés, les entreprises devront continuer d'utiliser la coopérative de main-d'œuvre agricole « Coop agri-services du Littoral ».

Secteurs transformation et commerce

De plus en plus d'entreprises se spécialisent et transforment des produits de la ferme pour s'accaparer graduellement des créneaux de marché. Plusieurs marchés, magasins d'alimentation et hôtels démontrent un intérêt grandissant pour des produits locaux spécifiques, de niche et du terroir.

Il faudrait tout particulièrement appuyer la réalisation d'activités de transformation et de commercialisation du sirop d'érable pour être davantage présent sur les marchés local et régional. Les deuxième et troisième transformations du bœuf et de l'ovin gagneraient à être développées, de manière à donner un nouvel essor à ces productions, tout en créant de l'emploi.

La restauration, bien développée le long du littoral et à Mont-Joli, doit continuer de tirer profit de l'intérêt grandissant des touristes pour la MRC et le Bas-Saint-Laurent en général.